

NEWS

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel

16 - 31 octobre 1989

n° 142

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, Rue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

L'INITIATIVE SYNDICALE

Notre Syndicat affirme depuis sa création que l'avenir de l'économie passe par de radicales réformes qu'il entend soutenir. Aussi est-il dès à présent nécessaire de se préparer à contrôler le choc psychologique qui pourra intervenir lors de l'introduction des nouveaux mécanismes économiques. La majorité de la société ne les connaît pas d'expérience. Le modèle traditionnel du travailleur aurait à changer : l'ouvrier pourrait devenir co-gestionnaire (par l'autogestion), co-propriétaire (au moyen de l'actionnariat ouvrier), ou demeurer un simple travailleur (chez un employeur privé). Le syndicat devra préparer ses affiliés, en particulier ceux des grandes industries, à de nouveaux rôles ouvriers.

Les initiatives du syndicat seront une réponse aux mesures économiques du gouvernement, à la restructuration de l'industrie. Mais comme il apparaîtra rapidement, le Syndicat ne pourra avoir une attitude unique. D'une région à l'autre, la situation nouvelle résultant des réformes sera différente : l'industrie lourde sera la plus touchée et une région comme la Silésie aura à connaître de difficiles bouleversements. Le Syndicat doit donc se préparer à des plans d'action et des projets modulables, et avant tout, à la diversification des décisions. Jusqu'ici, les syndicalistes préfèrent attendre des décisions et résolutions de la direction du syndicat plutôt de rechercher des solutions propres, correspondant aux particularités de la situation sur le terrain.

Le syndicat doit appuyer la réforme non seulement par son discours mais aussi par des initiatives concrètes au niveau des commissions syndicales d'entreprises; celles-ci devront réaliser qu'elles sont un important facteur décidant de la forme et de l'avenir de l'entreprise où trois pôles auront à collaborer : un directeur compétent (au choix duquel Solidarnosc doit contribuer), le conseil ouvrier et un syndicat responsable. Pour tenir ce rôle, la commission syndicale devra pouvoir analyser la situation économique de l'entreprise, concevoir des propositions et projets propres, convaincre le personnel de la nécessité de certaines décisions, négocier avec l'employeur. La structure syndicale, dans un contexte d'introduction des règles du marché, devra être à même de défendre les intérêts des travailleurs et l'autonomie de l'entreprise contre les monopoles et l'appropriation des biens nationaux par la nomenklatura.

Le Syndicat devra également soutenir la réforme au niveau des branches professionnelles et des régions. C'est là que devra être la plus forte la volonté de NSZZ Solidarnosc de garantir aux travailleurs une juste protection sociale contre les effets négatifs des réformes. NSZZ Solidarnosc collaborera avec les institutions de protection sociale qui doivent encore être créées, devra constituer son propre fonds de sécurité sociale et participer activement à l'établissement de structures de conversion professionnelle. Au niveau régional aussi, le Syndicat devra aider les

milieux les plus défavorisés, comme les retraités p. ex. De l'engagement et des capacités des militants syndicaux dépendra l'examen rapide et adéquat de la situation et du niveau d'appauvrissement de la population. Le Syndicat devra jouer un rôle essentiel dans la création et le contrôle du marché du travail. Sommes-nous prêts à accomplir toutes ces tâches qui se feront pressantes au cours de l'année prochaine ?

Le professionnalisme dans la prise de décisions et dans l'action aux niveaux des entreprises et des régions est indispensable. Ce n'est pas aisé : nous manquons d'experts - tous ceux qui ont servi NSZZ Solidarnosc pendant des années sont à présent à la Diète, au Sénat ou dans les ministères. De manière accélérée, il nous faut former de nouveaux militants et responsables. Les structures locales, les commissions d'entreprises, les branches et sections professionnelles de même que les régions - chacune pour elles, indépendamment, de manière adaptée aux problèmes - doivent se trouver des formes d'action propres.

NSZZ Solidarnosc le pourra-t-elle ? Pendant tant d'années, nous avons connu des échecs. Depuis quelques mois, nous avons des succès politiques. Ne gaspillons pas cette chance. NSZZ Solidarnosc est le garant des réformes. Ni la Diète, ni le mouvement civique, ni le gouvernement ne pourront mener les réformes seuls, sans la collaboration des représentants ouvriers.

La plupart des économistes gouvernementaux expliquent que pour surmonter la crise, il n'y a pas d'autre moyen que de réduire le niveau de vie de la population; les experts internationaux vont dans le même sens: il faut que ce soit temporairement pire, pour que cela aille mieux ensuite. S'il en est ainsi, nos politiciens n'ont plus alors qu'à rechercher des moyens pour apaiser et protéger la société contre les conséquences des mesures d'austérité qu'elle aura à supporter.

Tous devront-ils s'y soumettre ? Dans la même mesure ? Car se serrer la ceinture pour plusieurs catégories de citoyens (familles nombreuses, mères célibataires, retraités et pensionnés) signifie tout simplement passer sous le seuil de la misère. Il faut donc éliminer du champ des décisions impopulaires ceux définit comme pauvres soit, officiellement, 20 à 30% de la population, dans les faits peut-être bien davantage. Il faut donc une austérité sélective: exiger de chacun selon ses moyens. Pareille conception socialement juste va à l'encontre de la nécessité de motiver les initiatives; elle sous-entend que toute richesse supérieure aux besoins élémentaires devient une anomalie à niveler par la progression fis-

cale.

Une grande part des revenus ouvriers supérieurs à la normale provient de la multiplication des efforts, de l'allongement de la durée du travail, de l'abandon des vacances et congés (p.ex. le travail des mineurs le week-end), d'un emploi complémentaire. L'application de la progression fiscale sur ce type de revenus aurait un effet négatif, découragerait tout effort (pourquoi travailler pour l'impôt ?). Dans un contexte de pénurie chronique de biens, cela aurait une conséquence inverse de celle souhaitée : au lieu de réduire la crise, cela ne ferait que l'approfondir.

Si l'on ne peut serrer la ceinture aux défavorisés et aux productifs, qui reste-t-il ? Le secteur non-productif: les employés des transports, des communications, des services de santé, de l'enseignement ? Ce ne serait que se serrer la ceinture autour du cou car ces services sont socialement indispensables.

L'unique voie est de lever les barrières bloquant la production des biens et services manquant. Pour le reste, il n'est sans doute pas possible préserver tous les revenus; en tout cas, pas tous en même temps.

(Gazeta Wyborcza , n°86-7/9/89)

LES VOIES DE LA DESETATISATION

L'appropriation par la nomenklatura des biens nationaux (cfr News n°139) fut ces derniers mois la forme la plus répandue de privatisation de la propriété étatique, au détriment de l'ensemble de la société. Il est d'autres moyens, envisagés par plusieurs économistes, de transformer le secteur nationalisé.

LA VENTE DES ENTREPRISES AU PERSONNEL

Ce moyen permet de motiver le personnel, en le rendant effectivement co-propriétaire de l'entreprise; la vente de la propriété étatique permettra de rétablir l'équilibre du budget et du marché.

Un des arguments allant à l'encontre de cette conception, à savoir le peu de liquidités dont dispose la population au niveau de vie réduit, pourrait être écarté en accordant initialement des actions "privilégiées" aux travailleurs afin qu'avec une participation réelle même réduite dans le capital, ceux-ci aient une voix décisive dans la gestion de l'entreprise, la majorité du capital demeurant étatique dans la période transitoire.

UN BON DE PROPRIÉTÉ POUR CHAQUE POLONAIS

Il s'agit d'une privatisation collective; chacun disposant de bons nominaux de proprié-

té d'entreprises. Ces bons ne pourraient être échangés mais s'ajouteraient à un marché libre d'actions. Par des actions privilégiées (réservées aux travailleurs de l'entreprise), on garantirait le contrôle du personnel sur sa propre société. Contrairement à l'actionnariat purement ouvrier, cette formule permettrait l'accession à la propriété étatique de l'ensemble de la population.

L'AUTOGESTION

La situation exige de rechercher des propriétaires pour le secteur étatique qui garantissent le meilleur usage des moyens de production. La propriété autogestionnaire en est un moyen immédiat qui peut par la suite ouvrir la voie à une large privatisation, avec participation de coopératives, holdings, etc.

(Gazeta Wyborcza , n°78-28/8/89)

LES CAISSES SONT VIDES

Ainsi que l'indique le NIK (Chambre Supérieure de Contrôle), à la fin mai, le gouvernement n'avait encaissé que 27% des recettes prévues. Les entreprises tardent à verser leurs impôts et quand elles les paient, l'argent s'égaré dans les dédales du système bancaire. Un versement d'un compte sur un autre ne prend plus des semaines mais bien des mois. Ainsi,

la société monopole de distribution des carburants CPN a versé, il y a des mois déjà, son impôt d'un montant de 104 milliards de zlotys, qui n'est parvenu que dernièrement dans la caisse de l'état. Par contre, l'entreprise monopole des spiritueux n'a plus acquitté à l'état son dû depuis longtemps, alors que l'on sait que les recettes sur l'alcool constitue un ap-

port sensible au budget. Profitant de l'absence d'inspection financière fonctionnant correctement, chaque entreprise retarde au maximum

N° 142
le paiement de sa contribution; avec une inflation élevée, tout retard est un bénéfice.
(Gazeta Wyborcza, 20/9/89)

LES SYNDICALISTES SOUTIENNENT LE GOUVERNEMENT

B.D.I.C

NSZZ Solidarnosc de la **région Dzierzoniowski** a, le 25 septembre, appelé les membres du syndicat de tout le pays à acheter, en soutien au gouvernement Mazowiecki, les obligations émises par le Trésor à partir du 1er octobre.

Exprimant son soutien au gouvernement de Solidarnosc, la commission de NSZZ Solidarnosc de **l'entreprise de construction Zremb de Wrocław** a décidé de prêter le samedi 30 septembre sans rémunération complémentaire.

La commission d'entreprise de NSZZ Solidarnosc de **l'Acierie de cuivre "Glogow" et les instituteurs de Solidarnosc de Wrocław** ont appelé à récolter des soutiens financiers au gou-

vernement Mazowiecki.

Appuyant un précédent appel de prisonniers de Raciborz, **les détenus de la prison de Goleńiow** ont décidé de verser au gouvernement leurs salaires de trois samedis de travail d'octobre.

En soutien au gouvernement Mazowiecki, les sidérurgistes de **l'atelier de laminage à froid de l'Acierie Lénine de Nowa Huta** ont décidé de prêter en septembre une journée sans rémunération.

La commission de NSZZ Solidarnosc de **l'Acierie Baildon de Katowice** a décidé de verser 1% des revenus bruts de ses membres en faveur du gouvernement.

SUR QUI VEILLE L'ORMO ?

Récemment, une groupe de députés du Comité Civique de Solidarnosc a déposé à la Diète un projet de loi sur la liquidation de **la Réserve Volontaire de la Milice (ORMO)**, groupement para-policiier de maintien de l'ordre présent surtout dans les entreprises. Le général Kiszczak a défendu le maintien de l'ORMO, organisation, selon lui, utile qui rend de nombreux services à faibles coûts.

Il est difficile de dire quelle peut être l'utilité de l'ORMO à présent que des changements interviennent dans le pays. **Les compétences des membres de cette organisation ont toujours violé les droits civiques.** Les membres de l'ORMO avaient le droit de contrôler l'identité des citoyens et d'emmener des personnes soupçonnées d'un délit au commissariat.

Par la loi du 19 mars 1987, les membres de l'ORMO, en plus de moyens matériels de répression, se sont vus attribuer des compétences réservées jusque là aux fonctionnaires de la police MO : ils ont été autorisés à procéder à des perquisitions, à des fouilles personnelles, à des interrogatoires de suspects ou de témoins, etc. Il est aussi dans cette loi un article choquant qui autorise le casernement des membres de l'ORMO "si cela est nécessaire pour la sécurité de l'état ou pour rétablir l'ordre public"; ce qui donne à cette organisation un caractère para-militaire. Il est également permis de s'inquiéter du fait que par un amendement à cette loi, l'ORMO qui jusque là dépendait de deux autorités, le praesidium des conseils locaux et le ministre de l'intérieur, se voit placé sous la seule tutelle de ce der-

nier. Les changements introduits ont fait que l'ORMO est devenue "d'une organisation sociale", ainsi que la loi de 1967 la définissait, **une branche de la milice MO et une partie essentielle de l'appareil de répression.** Il faut encore souligner que les membres de l'ORMO ont été habilités, sans avoir pour cela la moindre formation juridique, à placer les citoyens devant les tribunaux de simple police.

Selon le gén. Kiszczak, l'entretien d'un membre de l'ORMO coûte seulement 1,5 mille zlotys. Peut-être est-ce là la charge supportée par le ministère de l'intérieur mais il faut certainement y ajouter d'autres coûts, comme ceux du détachement pour entraînement des membres de l'ORMO douze jours par an aux frais de leur entreprise. La loi prévoit également la possibilité de détachements complémentaires. Ce sont là des coûts importants puisque **l'ORMO compte selon le ministre 450 mille membres (600 mille selon l'OKP).** Si tous les membres de l'ORMO sont détachés douze jours par an, cela signifie que les entreprises supportent une charge de 5.400.000 journées de travail payées mais non prestées. A cela s'ajoutent encore les frais d'entretien des locaux et des équipements de l'ORMO. Pour assurer réellement la sécurité des citoyens, il est d'autres moyens que d'utiliser les services d'une organisation para-politique.

Au cours de ses vingt ans d'activité, l'ORMO ne s'est acquis ni la reconnaissance, ni la confiance de la société. Il est temps d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

(Gazeta Wyborcza, W. Falkowska, 28.9.89)

LE PARTI A CREDIT

La "Gazette Bancaire", journal économique indépendant, révèle qu'en juin dernier, le Comité Central du POUP a sollicité du président de la Banque Nationale Polonaise (NBP) **un prêt de 25 milliards de zlotys, à 3 % d'intérêt** (a-

lors que le taux d'intérêt minimal auprès des banques était de 55%). A. Zielinski, directeur du département économique du CC du POUP argumentait du fait que le Parti manquait d'argent pour payer ses cadres. Une semblable de-

mande pour 3 milliards de z1 a été faite par le président de l'Union Démocrate SD. Le président-adjoint de la NBP a ordonné à plusieurs banques filiales d'accorder les crédits: au POUP, 17 milliards z1; au SD, 2,5 milliards. La NBP a demandé au Ministère des Finances l'assurance que le budget national couvrirait

la différence entre les taux d'intérêt; le ministre l'a garanti même si le déficit budgétaire était déjà alors de 3.500 milliards de zlotys. Ainsi, chaque contribuable polonais, même sans en être membre, payait gracieusement sa cotisation au Parti.

UNERADIOREGIONALE DE "SOLIDARNOSC"

Un entretien avec W. Stawiszynski et J. Radziejowski, de Radio Solidarnosc.

Qu'est-ce que Radio Solidarnosc ?

L'information pleine et indépendante n'existe toujours pas car il est difficile de considérer comme suffisant les quelques dizaines de minutes de programme indépendant par semaine, dont la société dispose depuis les élections. Chaque émission radio passe sur des ondes et à des heures différentes, ce qui rend difficile la fidélisation de l'audience. Cette situation se modifie maintenant que la direction de la Radio-TV devient une institution réellement nationale, représentant objectivement les conceptions des différents groupes politiques de la Diète (cette modification est intervenue par la nomination le 23 septembre d'un nouveau directeur de la radio-tv, Andrzej DRAWICZ, journaliste indépendant et militant de Solidarnosc). Nous voulons cependant demeurer en dehors de toute institution étatique, rester indépendants et auto-financés.

Cette radio fonctionnera-t-elle au sein des structures du syndicat ?

Oui, dans le cadre du syndicat, comme pendant la période de clandestinité. Nous sommes actuellement constitués en Comité Organisateur de Radio Solidarnosc - région Mazowsze. Peut-être qu'à l'avenir, nous nous transformerons en coopérative à laquelle participera la Com-

mission Régionale Exécutive (RKW), car pareille formule faciliterait nos activités sur le plan financier. Bien sûr, nous ne cherchons pas à faire du business, mais l'indépendance financière signifie également l'indépendance des programmes. Jusqu'ici, pendant sept ans, nous avons reçu une aide de la région. Nous disposons déjà de fonds propres qui nous permettront d'équiper notre station, d'acquérir du matériel. Nous devons obtenir avant tout une autorisation, une fréquence accordée par le ministère des communications - la demande en a été faite.

Quels sont vos projets de programme ?

Nous tenons à maintenir une continuité avec la tradition de 7 ans de la radio clandestine, dont les gens se souviennent encore. Nous voulons être une radion régionale, locale, diffusant des informations sur ce qui se passe dans la région, présentant les initiatives locales, indépendantes. La part majeure des programmes sera l'information nationale et mondiale. Nous aurons des reportages, des commentaires mais aussi des programmes de formation, comportant p. ex. des conseils juridiques sur les problèmes professionnels.

(Tygodnik Solidarnosc , n°16-15/9/89)

NSZZ SOLIDARNOSC SALUE LA LIBERATION DES SYNDICALISTES CHILIENS

Le Président de NSZZ Solidarnosc, Lech Walesa devait se rendre au Chili du 26 au 28 octobre pour réclamer la libération des deux syndicalistes dirigeants de la Centrale Unitaire des Travailleurs Chiliens (CUT), Manuel BUSTOS et Arturo MARTINEZ, en relégation depuis plus de 400 jours pour avoir défendu les droits des travailleurs chiliens.

A l'occasion de leur libération intervenue pour une bonne part grâce à la volonté ferme exprimée par L. Walesa de rencontrer les deux syndicalistes, le Président de NSZZ Solidarnosc leur a adressé le message suivant :

Je me réjouis de vous savoir enfin libres. Votre lutte pour la démocratie au Chili et pour les droits de l'homme doit porter ses effets. Je suis de tout coeur avec votre pays.

Je souhaitais me rendre au Chili au cours de ce mois encore pour démontrer, même symboliquement, ma solidarité et la volonté de NSZZ Solidarnosc de s'engager là où des militants sont réprimés. Je me réjouis de ce que ma visite de solidarité se transforme en visite de travail, concrète pour préparer notre future collaboration.

Je suis persuadé que nos idéaux communs sont la lutte pacifique et non-violente. C'est la voie à suivre. Lech Walesa.

La visite de L. Walesa au Chili est donc reportée à une date ultérieure prochaine, le temps de préparer une visite de travail.

